

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE CHATEAU-THIERRY

Souvenirs de l'invasion 1870-1871 à Château-Thierry

Communication de M. André Lefebvre du 30 Janvier 1971.

La bibliothèque que Jules Maciet a installée dans le sous-sol du Pavillon de Marsan, sous le Musée des Arts Décoratifs, possède un ouvrage aujourd'hui introuvable, édité par Plon-Nourrit en 1913. Ce sont les « Souvenirs de l'Invasion » écrits par M. Charles Maciet, bourgeois de Château-Thierry, le père du mécène des Arts décoratifs ainsi que du musée et de la bibliothèque de Château-Thierry.

Ce livre n'est pas l'histoire de Château-Thierry pendant l'occupation, mais une sorte de journal dans lequel l'auteur a relaté chaque soir les événements au fur et à mesure qu'ils se déroulaient sous ses yeux.

C'est à ce titre qu'il est précieux pour situer et dater des faits qui sont entrés dans l'histoire locale.

8 septembre : On sait que les Prussiens sont à Epernay. La moitié de la population a pris la fuite. Toutes les boutiques demeurent closes. Cinq dragons prussiens font leur entrée en ville, que le sous-préfet et la gendarmerie ont déjà quitté, conformément aux ordres reçus. Toutes les administrations ont fermé leurs bureaux. Le conseil municipal, composé de vingt-trois membres, ne connaît que deux défections. Celui qui s'était montré le plus brave, en paroles, a pris la fuite en même temps qu'un de ses collègues, qui avait tenu le langage le plus lâche. Charles Maciet, à la demande d'un de ses voisins, est candidat. Il est élu le troisième sur les vingt-trois conseillers, parmi lesquels sont choisis le maire et les deux adjoints. Le Conseil Municipal se rassemble tous les jours à partir du 1^{er} septembre. Les cinq cavaliers prussiens se promènent bravement en ville pendant plusieurs heures. Quelques personnes leur font fête, notamment un ouvrier prussien, heureux de retrouver des compatriotes. Le chemin de fer ne marche plus, les peureux de la dernière heure se sauvent dans des carrosses et jusque dans des brouettes. Ils gagnent les grands bois de Barbillon où il y a un vrai bivouac.

9 septembre : Une cinquantaine de personnes, un peu rassurées en ne voyant pas arriver l'ennemi, veulent faire un mauvais parti au Prussien qui a si chaleureusement accueilli les cinq cavaliers

de la veille et le traînent à l'Hôtel de Ville. M. Maciet, seul dans la salle des délibérations, essaye de calmer les exaltés qui veulent livrer « l'espion » aux autorités françaises. M. Coutelier, adjoint, arrive et prend la défense du Prussien qui, petit, pâle et maigre, est pris d'une terreur effroyable. Il est convenu qu'il serait conduit à la La Ferté-sous-Jouarre, avec menace d'être traité en espion s'il revenait.

10 septembre : Vers les 10 heures, pendant la réunion du Conseil Municipal, on annonce qu'un corps de mille deux cents hommes environ entre en ville musique et tambours en tête. La musique se met en cercle et joue un air gai sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville. Une vingtaine d'officiers pénètrent dans la salle, quelques personnes se lèvent. La majorité reste assise. Un général demande le maire, qui se lève. « Nous venons pour les réquisitions. Nous sommes mille deux cents, il nous faut dans deux heures, pain, vin et viande ». On réclama ensuite du café, du sucre, du cuir. On saisit l'entrepôt du tabac en entier, où l'on prit treize mille cigares et deux mille kilogrammes de tabac. Tout ce qui se trouvait chez les débitants est confisqué. On affiche que toutes les armes de guerre ou autres doivent être livrées dans deux heures. Le Conseil Municipal se divise en commissions pour les fournitures diverses, ainsi que pour les logements et les transports. Le général réclame une calèche à deux chevaux. Il y en a fort peu et on éprouve beaucoup de peine à en trouver une. Peu patient et un peu ivre, le général est menaçant. Deux jeunes frères des écoles chrétiennes, qui parlent un peu l'allemand, servent d'interprètes. L'un d'eux s'en va au bout de quinze jours, malade. L'autre, le frère Arès, sut se faire aimer et respecter de tout le monde. On lui adjoignit un professeur du collège, homme vif, très intelligent, qui fut l'intermédiaire indispensable dans tous les rapports avec les autorités allemandes. Le soir, les fusils de munition livrés sont brûlés sur la place.

11 septembre : L'Hôtel de Ville est envahi par une foule d'officiers qui annoncent que le corps du général Von Tumplig logera en ville et dans les environs. Un officier demande un plan, prend des notes et veut caser à Château-Thierry vingt-deux mille hommes et quatre mille chevaux. Il n'admet aucune observation et ne veut même pas entendre parler des villages, comme Saint-Martin, qui font partie de la commune. En six heures, on réunit dans la salle basse de l'Hôtel de Ville : 1.300 kg de café, 4.500 litres de vin, 22.000 kg de pain, 21.000 kg de viande, 100 kg de pommes de terre, 700 kg de sel, 100 kg de sucre, 450 kg de drap bleu, 500 kg de cuir, 150 kg de fers pour les chevaux, 2.000 kg de clous, 20.000 kg d'avoine, 50.200 kg de foin, 8.000 kg de paille, 4.000 kg de riz, 500 kg de haricots, 150 bouteilles de champagne, 1.000 mètres de flanelle, 200 kg de corde et une foule de choses de toute nature, comme brides, guides, lanternes. A tout cela s'ajoutent les réquisitions spéciales pour l'état-major. Les officiers de l'intendance sont durs et exigeants. Un major ne quitte pas l'Hôtel de Ville, il y déjeune et exige avec violence des petits pois. Charles Maciet loge vingt-cinq soldats.

12 septembre : Les officiers se conduisent bien en général. Toutefois, chez un conseiller municipal, l'un d'eux s'empare de cent-vingt bouteilles de vin.

13 septembre : Il ne séjourne en ville que cinq à six cents hommes. La population est fort digne. Personne ne va voir arriver les troupes.

14 septembre : Arrivée du Roi, accompagné de cinq mille hommes de toutes armes, de la Garde. Ils se logent tous à leur fantaisie, à la craie. En revenant de la mairie, vers 6 heures. M. Maciet, passant par les promenades, voit arriver les voitures du Roi, de ses ministres, de M. de Bismarck, de de Roon, des princes et de l'Etat-Major. Il pleuvait. Le prince Charles, frère cadet du Roi, arriva peu de temps après lui (les voitures s'étaient arrêtées un moment en route).

15 septembre : A 11 heures, la plupart des domestiques et des voitures sont déjà en route pour Meaux. Le prince a passé la matinée dans le jardin accompagné de ses officiers. Il a causé horticulture avec M^{me} Maciet et pris note d'un arbre qu'il trouva très joli et qu'il n'avait pas. Le jardin lui paraît charmant, la campagne fort jolie, la vue très belle ; la bibliothèque aidant, il est impossible de s'ennuyer. M. Maciet lui a demandé un petit mot, avec son cachet, pour que les soldats ne soient pas logés dans la bibliothèque.

16 septembre : Un pauvre homme qui logeait des soldats voulut hier les forcer à éteindre les lumières. Les soldats se fâchèrent on en vint aux coups. Ce matin, il est emmené. Perdant la tête, il croit qu'on va le fusiller, il se jette du haut d'un pont et se noie. Il a passé le 11 à Château, une cinquantaine de mille hommes.

23 septembre : Nous avons pour la première fois depuis le 10, quelques nouvelles par les journaux de Reims, publiés avec l'autorisation prussienne.

24 septembre : Certains villages aux environs ont été abandonnés. Les habitants campaient dans les bois. On changeait de place quand on signalait l'approche de l'ennemi. Ils commencent à rentrer.

27 septembre : Les officiers établis au château de Nesles se grisent abominablement. On assure que des gardes mobiles de Soissons ont surpris, à cinq lieues d'ici, un détachement ennemi, que plusieurs soldats ont été tués et cinquante chevaux pris

30 septembre : Chagrin des pauvres charretiers chargés d'accompagner les Prussiens. Notre maire et son adjoint se sont rendus à Nanteuil, afin de voir comment étaient traités les malheureux charretiers, partis ces jours derniers. Ils meurent de faim, sont parqués et surveillés par des sentinelles. Le maire de Nanteuil est venu à leur secours. Le nombre des ouvriers sans ouvrage augmente tous les jours.

1^{er} octobre : La garnison est augmentée. M. Maciet loge douze hommes.

2 octobre : Il y a eu une altercation entre un maréchal-ferrant et un soldat, au sujet d'une réparation faite à une voiture. Le prix fut trouvé trop élevé, on en vint aux mains, les soldats se précipitèrent sur l'ouvrier qui reçut des coups de sabre. Il se dégage, ferme sa porte et se sauve par derrière, Les Prussiens continuent à réquisitionner de tout, jusqu'à des peaux de lapin.

4 octobre : On voit beaucoup de jeunes gens portant le brassard de l'internationale. Ce sont des infirmiers, ils ont des chevaux, une voiture et une femme qui leur joue de la musique. Nous voyons un uniforme français, c'est un jeune médecin militaire qui était à Strasbourg et qui s'est rendu à la mairie où il a été interrogé avidement.

9 octobre : Les soldats allemands catholiques ont assisté en grand nombre à la messe, où on leur a adressé un sermon en allemand, et tous ont eu une très bonne tenue.

10 octobre : On s'occupe au Conseil municipal de la question des ouvriers sans travail. M. Maciet prétend que les ouvriers ont droit à l'assistance et non au travail. La ville n'a plus de revenus, les journées doivent être réduites à 1 F 50 ou à 1 F 60 comme partout où des ateliers nationaux existent. M. Maciet loge un jeune prince, cousin très proche du roi de Bavière. C'est le prince Arnulph, cousin germain du roi de Bavière ; il est le troisième fils du prince Luitpold, oncle du Roi. Il part le lendemain matin.

17 octobre : Le commandant prussien va faire afficher dans toutes les communes du canton : « A la suite des dégâts commis à différentes reprises sur les rails de la voie ferrée et sur les fils télégraphiques, l'autorité militaire fait connaître aux habitants des communes voisines des lieux où s'est commis le dommage, qu'il leur sera imposé une amende de 1.800 à 3.750 F ; de plus, les personnages les plus considérables seront emmenés comme otages, sur les locomotives. En cas de récidive, l'amende sera doublée et lesdites communes recevront une forte garnison ». Les trois mille hommes qui formaient la garnison de Soissons passent, escortés par mille soldats prussiens. On en met près de deux mille à l'église et les autres à la prison, à l'école des Frères. Le maire d'Azy est arrêté parce que quelqu'un dans sa commune a tiré un coup de fusil. Tard dans la soirée, la place de l'église est encombrée de foule. La municipalité a organisé un service de vivres pour les prisonniers.

18 octobre : Les prisonniers s'en vont ce matin et défilent, entre les rangs prussiens. Beaucoup jettent leur képi en l'air et crient : « Vive Château-Thierry ! ». A 4 heures arrivent des officiers français, prisonniers. Ils sont conduits au Palais de Justice. On leur a servi un bon dîner, donné de bons matelas. Incident entre la foule et un officier prussien, à cause de cris de haine poussés contre les Prussiens.

20 octobre : Il passe une foule de paysans qui viennent de loin, réquisitionnés, eux et leurs voitures. On les fait camper en plein

air, on les garde comme des troupeaux, on les nourrit peu et mal.

27 octobre : La misère augmente toujours. Les ouvriers n'ont absolument rien à faire, quelques marchands seuls écoulent à bons prix leurs marchandises. Un pauvre professeur d'anglais va mourir de faim si on n'avise pas.

28 octobre : On se plaint au conseil municipal du prix des vivres. On parle de nommer une commission qui rétablira les taxes. M. Maciet est contre.

30 octobre : J'ai vu ce matin à 9 heures environ deux cents soldats qui sortaient de l'église, comme il n'y a guère que mille hommes en garnison, j'ai conclu que presque tous les soldats catholiques allaient à la messe. Il faut d'ailleurs reconnaître que les officiers et leurs hommes ont tous une excellente tenue. Jamais on n'entend en ville le moindre bruit. S'il s'élève quelques rares plaintes, c'est contre les ivrognes.

31 octobre : Hier, au bureau des logements, un officier a pris son revolver et menacé les personnes présentes, parce qu'on ne lui donnait pas assez vite les billets qu'il venait chercher. Ce furieux est du duché de Posen. En général, on se plaint des Polonais. Un autre officier polonais, s'étant trompé de maison, avait quand même voulu être reçu et avait tiré son sabre. Les auteurs de pareils esclandres sont ivres.

1^{er} novembre : On a envoyé à la mairie Le Moniteur de Reims, qui annonce un nouveau système d'impôts pour les départements envahis. Les impôts indirects sont supprimés et remplacés par un impôt unique à payer chez le percepteur.

5 novembre : Le pasteur protestant de la garnison est venu réclamer pour le service divin de demain dimanche deux bougies et trois bouteilles de vin blanc. « Il faut que le vin soit bon », a-t-il ajouté.

13 novembre : On enterre un sergent-major français mort à l'Hôtel-Dieu, il avait été blessé au Bourget. Des Prussiens le portaient et une vingtaine, en armes, suivaient pour rendre les honneurs. A la suite du piquet venaient quelques officiers français, puis la foule des citoyens. Le maire, au cimetière, a pris la parole.

16 novembre : Voici comment est organisé à Château le service postal pour les pays non occupés par l'ennemi. Un messenger, partant d'ici, va jusqu'à une ville où ne sont pas les Prussiens et là met les lettres à la poste. Les réponses sont reçues chez le notaire où le messenger les prend.

18 novembre : Chaque jour il y a des décès dans les ambulances de Château. Ce soir le commandant de la ville a ordonné de faire imprimer pour demain une affiche portant qu'en cas d'alerte toutes les fenêtres devraient être éclairées sous peine d'incendie de la maison si on négligeait cette prescription, etc. Les habitants, en outre, devraient être tous rentrés chez eux à 9 heures.

20 novembre : Etant tombé au sort pour monter sur la locomotive, je dois aller à Nogent. Chaque jour trois notables partent l'un

pour Nogent, le second pour Dormans, le troisième, le soir pour Dormans. On tire au sort pour savoir qui partira le soir, car on ne peut revenir alors de Nogent. Il faut coucher sur un lit de camp, sans drap, offert par le maire. Tout naturellement, les victimes de la locomotive préfèrent partir le matin. J'ai quitté la maison à 5 heures, lesté d'une tasse de café au lait, les poches garnies de tablettes de chocolat, par une nuit sombre et pluvieuse, et par un très grand vent. J'ai rencontré, à dix minutes de la maison, deux soldats qui m'ont bien regardé, en ayant l'air de dire : « Où diable peut-il donc aller à pareille heure, ce bourgeois ? » J'ai rencontré ensuite un ouvrier qui ne m'a rien dit. Arrivé au pont, ma lanterne s'éteint, je marche presque à tâtons. Le pont franchi, je parviens à la rallumer ; au second pont, elle s'éteint une deuxième fois, je la rallume à grand-peine en usant ma dernière allumette. A cinq minutes de la gare, ma lumière s'éteint une troisième fois. Plus d'allumette, je me dirige, je ne sais trop comment, à la gare et me perds au milieu des baraques construites pour les magasins, les ambulances, etc. Sur le quai, obscurité complète, mais j'entends une voix. Je crie alors : « Parle-t-on français ? — Oui, que voulez-vous ? — Je suis le monsieur qui doit monter sur la locomotive pour Nogent — Ah ! vous venez bien trop tôt, on ne part que vers 7 heures, mais chauffez-vous en attendant ». Je ne voyais toujours personne, mais une lumière brilla et je me rendis compte que la voix partait du bureau du télégraphe. J'y entre et un employé me reçoit de la façon la plus aimable. Nous causons pendant une heure et demie, tandis qu'un soldat pour tuer le temps ne faisait que mettre au feu du bois volé. A 7 heures, je monte sur la locomotive, aidé par deux chauffeurs dont l'un est soldat. Si je n'avais été prévenu, je n'aurais pas reconnu Nogent ; il y avait des centaines de wagons et d'immenses baraques de tous côtés. Le train s'arrête assez loin de la gare. Après avoir été faire apposer un cachet sur une feuille de route pour constater que j'ai fait le voyage, je vais me promener sur le quai de la gare. Tous les uniformes de l'armée allemande semblent s'être donné rendez-vous. Officiers, soldats de toutes armes se promènent en attendant les trains qui doivent les emmener. Voitures, cavalerie, infanterie, tout se mêle dans l'unique rue de Nogent. Me sentant gelé, je rentre au bureau du télégraphe. C'est un va-et-vient continu d'officiers, d'employés, la machine n'arrête pas son tic-tac fatigant. Vers 11 heures, une machine qui va à Château à reculons, me ramène, le temps est superbe, après une demi-heure de voyage, je suis rentré.

21 novembre : Plusieurs personnes m'ont manifesté leur étonnement de ce que je sois monté sur une locomotive. Vous n'avez pas eu peur ? Quel misérable pays vraiment que celui où monter, pendant trois quarts d'heure, sur une machine où des gens passent leur vie, paraît un acte de courage ?

25 novembre : Les troupes qui ont quitté Château il y a deux jours ne sont parties qu'à 5 heures du soir. On leur faisait faire une étape de nuit pour les punir des dégâts commis à la prison,

où elles étaient casernées. La garnison actuelle est de près de deux mille hommes. On a tambouriné hier qu'un gendarme avait perdu son portefeuille contenant des photographies. Un enfant a rapporté ce portefeuille à la mairie et le gendarme voulut absolument remettre 3 F de récompense. Le maire trouvait qu'il suffisait d'un franc. Le soldat se mit en colère et parla avec volubilité. Nous ne pûmes nous empêcher de rire et il se joignit à nous.

26 novembre : Les Prussiens sont tout à fait établis ici comme chez eux. Ils se promènent, partout, seuls, au loin, sans être inquiétés. Ils font l'exercice sur notre petit champ de Mars. Les badauds et les enfants vont les regarder manœuvrer. Les voituriers à tournure de bandit ne se font aucun scrupule de vendre une partie des provisions qu'ils doivent transporter à l'armée prussienne, sous Paris.

27 novembre : Il est arrivé aujourd'hui environ mille mecklembourgeois. Je loge un officier géant, deux médecins et trois ordonnances. L'un des médecins est républicain.

28 novembre : Les soldats mecklembourgeois se sont en général fort mal conduits. Bruit dans les cabarets et vols dans les boutiques.

2 décembre : On apprend qu'il y a deux mois une malle-poste a été attaquée près de Fère-en-Tardenois. Les postillons et le conducteur tués, malle-poste pillée. Cette attaque vient de se renouveler, mais les postillons ne furent que blessés.

6 décembre : Il tombe une neige très épaisse, ce qui n'empêche pas les soldats de faire l'exercice aussi tranquillement que s'ils étaient chez eux.

9 décembre : La neige continue de tomber. Le notable désigné pour monter sur la locomotive est autorisé par le commandant de place à rentrer chez lui. Il y a maintenant un individu qui fait le métier de remplaçant et il a même un employé. Il fait payer cinq francs pour l'employé et dix francs pour lui-même.

15 décembre : Hier au soir, on a entendu un coup de feu, vers 8 heures, rue de Soissons. Un officier faisait arrêter une voiture chargée de bois d'où disait-il, le coup était parti. Après vérification, on laisse repartir la voiture. Deuxième coup de feu peu après sur le casque de l'officier. Ce matin, menace d'une amende 2.000 francs pour la ville si le coupable n'est pas livré. Visite de toutes les maisons de l'avenue de Soissons, on ne trouve pas d'arme. La prétendue victime est un affreux soudard, se grisant tous les jours. Il a fort bien pu tirer lui-même. Aucune suite n'est donnée à l'affaire.

16 décembre : Depuis dix jours, il passe des prisonniers qui réclament du pain.

17 décembre : Il a passé des troupes, en très grand nombre, au chemin de fer et parmi ces troupes, il y avait beaucoup de marins, dont le costume ressemblait à celui des nôtres. Il séjourne quelques troupes en ville, et notamment des cavaliers bavarois, bleu de ciel des pieds à la tête, avec un hideux casque.

18 décembre : Voici que l'on recommence à loger des troupes. Aujourd'hui, il y a mille hommes en ville, ils ont presque l'air d'enfants. Leur uniforme est vert, ce qui repose la vue après le défilé de cent cinquante mille soldats bleus. Le fourneau économique a été organisé, aujourd'hui, à l'Hôtel de Ville.

20 décembre : A deux heures arrivent pour loger deux capitaines, deux ordonnances et deux chevaux.

21 décembre : A 8 heures, les officiers (des Badois) s'en vont.

22 décembre : Il fait un froid excessif et, en allant à la mairie, je ne vois même pas les Allemands faire l'exercice. Il n'y a personne dans les rues. Quelques maires des environs, qui ont reçu sommation de s'abonner à un odieux journal de Reims, intitulé le *Moniteur prussien*, demandent ce que fera la commune de Château-Thierry. Je n'en sais rien, dit le Maire, je cherche à tirer les choses en longueur.

23 décembre : Comme il y a une garnison nouvelle, les réquisitions de toute nature abondent.

24 décembre : Le gouverneur de Reims a envoyé aujourd'hui une lettre menaçante au sujet des impôts directs. Tous les officiers et les soldats se disposent à fêter ce soir la veille de Noël. Deux grands arbres de Noël sont dressés dans les salles de la gare.

28 décembre : Les soldats d'un poste voisin ont fait un tel feu, la nuit dernière, qu'il y a eu un commencement d'incendie.

31 décembre : Le froid continue d'être excessif, ce qui n'empêche pas les Allemands de faire l'exercice.

2 janvier 1871 : Notre cousin M. L'Heullier avait été très content de quatre soldats postillons, restés dix semaines chez lui et envoyés depuis à Meaux. Le 1^{er} janvier, le plus jeune de ces soldats est venu à Château-Thierry uniquement pour les voir, leur souhaiter une heureuse année et apporter des jouets aux deux enfants. Ce jeune soldat avait été aimable avec tout le monde mais surtout avec la petite fille qui a neuf ans et il a fait comprendre aux parents que, dans quelques années, il viendrait la demander en mariage. Il n'en sera rien, bien certainement, mais les parents ont été très touchés, et c'est en pleurant que tout le monde s'est embrassé et quitté.

3 janvier : M. D..., qui dirige notre atelier national, est venu nous dire que les ouvriers refusaient de travailler. Le travail à la journée avait été fixé à 1 F 60 et le travail à la tâche pouvait produire des journées de 3, 4 et même 5 francs. M. C..., adjoint, et moi, l'avons chargé de dire aux ouvriers que la ville n'a besoin d'aucun travail, puisque celui dont ils sont chargés aurait pu être retardé indéfiniment. M. D... est parti puis est revenu une heure après avec une délégation. M. C... adjoint, leur a répondu que s'ils ne voulaient pas reprendre le travail, cela les regardait. Je leur ai dit, entre autres choses : « vous êtes en grande partie des ouvriers de la fabrique d'instruments de musique, c'est-à-dire que vous fabriquez des choses dont toute société peut se passer et au lieu de montrer

de la reconnaissance à la ville, vous lui montrez de l'ingratitude. Que diriez-vous si, comme dans la ville de Meaux, nous ne nous étions pas du tout occupés des ouvriers ?... On ne peut pas, en temps d'invasion et de révolution, espérer les salaires d'autrefois dont on se plaignait tant, cependant, et quant aux ouvriers d'instruments de musique, qu'ils se mettent bien dans l'esprit qu'une société n'a pas besoin de trompettes ». Ce dernier mot était de trop et je l'ai regretté.

9 janvier : Notre ville, qui ne connaissait pour ainsi dire pas la mendicité, est maintenant remplie d'enfants qui obsèdent les passants. Il y a aussi quelques vagabonds qui viennent demander des secours et qui ne craignent pas de faire des menaces. Comme notre maison est tout à fait dans un coin de la ville, nous voyons peu de ces hommes dangereux. Après avoir réclamé 25.000 F par mois, les Prussiens exigent maintenant 37.000 F à partir du 1^{er} janvier. Le Sous-Préfet prussien a écrit ce soir pour se plaindre parce qu'on ne s'abonnait pas au Moniteur de Reims, odieux journal qui célèbre tout ce que font nos ennemis.

10 janvier : Le préfet français, qui réside à Novion, a fait passer un avis par lequel il informe la municipalité qu'elle doit prévenir tous les veufs ou célibataires sans enfants, de 20 à 40 ans, qu'ils aient à se rendre à Novion pour passer devant le conseil de révision et être dirigé sur l'armée s'ils n'ont pas d'infirmité. D'autre part, le sous-préfet allemand exige, de nouveau, qu'on remette la liste des habitants de moins de 46 ans pour les empêcher de partir ; la famille d'un homme obéissant à l'appel français aura douze hommes de garnison à nourrir et une amende de 50 F par jour. Le Conseil municipal décide que chaque membre avertirait trois ou quatre individus des soixante-dix qui ne sont pas partis. On a tiré au sort et mon lot se compose du fils d'un libraire et de deux vigneron.

11 janvier : La garnison vient d'être augmentée de deux cents hommes et on a signifié aux habitants qu'ils eussent à être tous rentrés à 9 heures. Je suis allé voir mes deux vigneron à Saint-Martin. Ils étaient absents tous les deux. La mère de l'un deux m'a dit « Mais à propos de quoi veut-on que mon fils s'occupe de ce qui ne le regarde pas ? » C'est une de ces paysannes qui ne comprennent rien à rien, pour qui le mot de Patrie n'a aucun sens. La deuxième m'a dit : « Mon fils ne partira pas, il faudrait l'arracher d'ici par force ». Le père et la mère du troisième (fils du libraire) m'ont très bien reçu et m'ont déclaré qu'ils s'opposaient formellement à son départ, car ils ne pourraient payer l'amende sans être tout à fait ruinée, « nous ne voulons pas courir à la fois la chance affreuse de perdre notre fils et d'être ruinés. » M. C. J... va depuis trois mois continuellement auprès du gouvernement provisoire. Il est bijoutier, a une belle figure, une voix ronflante. Si la République triomphe, il sera un bien singulier sous-préfet.

13 janvier : La garnison actuelle est celle qui nous a donné le plus d'inquiétude, à cause de l'ivrognerie. Le Jour le l'An, il a été donné un bal dans une maison par des soldats de la garnison.

On y a dansé toute la nuit. Les danseuses étaient des hommes déguisés en femmes.

14 janvier : Le Conseil Municipal est divisé en deux camps égaux alors qu'autrefois toutes les décisions étaient prises à l'unanimité.

16 janvier : A 9 heures du matin, je suis parti pour Laon avec le maire et M. B..., conseiller municipal, porter les deux tiers d'une amende imposée au canton. A Soissons, le maire est tombé et s'est cassé un doigt de la main gauche. Je continue avec M. B..., ancien sous-officier, agent d'assurances, débitant de tabac, c'est un de ces hommes qui, sans être ouvriers, ne font pas partie de ce qu'en province on appelle la société. Mais il est infiniment plus intelligent que bien des bourgeois. A l'Hôtel de l'Ecu, discussion assez vive au déjeuner avec trois convives qui disaient du mal de Château-Thierry.

21 janvier : Vers les 4 heures, le curé, le maître d'école et sept personnes de Montfaucon (Meuse) escortés d'un fort détachement sont incarcérés à la prison.

22 janvier : Le prêtre a été relâché hier soir, sept personnes l'ont été ce matin, il ne reste que deux prisonniers. Les Prussiens leur reprochent de ne pas révéler où sont les francs-tireurs.

25 janvier : Les francs-tireurs installés près de Crézancy, de Condé, etc. ont pris des voitures chargées de vin et de marchandises, attaqué les conducteurs d'un troupeau, les Prussiens les poursuivent. Bagarre à Paroy.

26 janvier : On a amené à la prison six personnes de Crézancy, dont le maître d'école, accusés de faire partie des francs-tireurs. Il y en a vingt-sept à Château, dont le maire de Condé.

27 janvier : Les maires du canton se réunissent à l'Hôtel de Ville. Répartition d'un impôt nouveau destiné à payer des couvertures achetées par les Allemands au compte du département. Plusieurs maires récriminent contre Château-Thierry qui, à les entendre, aurait dû supporter toutes les charges de l'invasion. Or, jusqu'au 22 novembre, jour où le chemin de fer a circulé jusqu'à Lagny, il y a eu à Château-Thierry une moyenne de 2.500 hommes, tant pour la garnison que pour les bataillons de passage.

28 janvier : La garnison actuelle excite toujours des plaintes. Ce matin, des soldats se sont battus, un d'eux a reçu un coup de sabre sur la tête. Dans une auberge, près de la gare, il y a eu bagarre.

30 janvier : Notre cousine M^{me} L'Heullier, importunée par un soldat qu'elle loge, se plaint au commandant de place. M. L'Heullier est arrêté, à défaut de sa femme, pour dénonciation calomnieuse.

31 janvier : Deux conseillers municipaux sont arrêtés pour non paiement, par la commune, des impôts prussiens.

2 février : J'écris au Roi pour obtenir la libération des trois prisonniers. Le Moniteur de Reims annonce l'exécution de cinq francs-tireurs de Montmirail, dont le maître d'école de Vandrières.